

COMMISSIE VOOR DE LANDSVERDEDIGING

van

WOENSDAG 11 MAART 2009

Voormiddag

COMMISSION DE LA DEFENSE NATIONALE

du

MERCREDI 11 MARS 2009

Matin

De vergadering wordt geopend om 10.25 uur en voorgezeten door de heer Ludwig Vandenhove.
La séance est ouverte à 10.25 heures et présidée par M. Ludwig Vandenhove.

01 Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur "la nouvelle formation de chauffeurs au sein des forces armées" (n° 11441)

01 Vraag van mevrouw Brigitte Wiaux aan de minister van Landsverdediging over "de nieuwe opleiding voor chauffeurs bij de krijgsmacht" (nr. 11441)

01.01 **Brigitte Wiaux** (cdH): Monsieur le président, monsieur le ministre, fin 2008, des accords de collaboration relatifs à l'emploi et la formation ont été signés entre les différents acteurs publics concernés par cette thématique et vous-même en tant que ministre de la Défense.

Depuis début janvier 2009, des chauffeurs suivraient une formation de conduite sur simulateur.

Cette formation est, j'imagine, le fruit de la collaboration entre la Défense et les acteurs publics de la formation et de l'emploi.

Dans le cas de la formation de chauffeurs, le VDAB entre autres mettrait déjà à la disposition des militaires des simulateurs de conduite ainsi que des instructeurs. Après un écolage réel sur véhicule, les candidats chauffeurs suivraient un cours de perfectionnement sur simulateur.

Monsieur le ministre, j'ose imaginer que la simulation à la conduite propose de nombreuses situations différentes et difficiles pourtant bien nécessaires à nos militaires en opération notamment.

Pourriez-vous me préciser quels sont les avantages de ce type de nouvelle formation si elle n'existait pas auparavant? Pourriez-vous aussi me préciser si l'on peut déjà déceler des pistes d'amélioration dans l'accord de collaboration conclu en 2008 afin de les mettre en œuvre?

01.02 **Pieter De Crem**, ministre: Monsieur le président, je remercie Mme Wiaux de sa question.

Le 8 décembre 2008, des accords ont été conclus avec le Forem, le VDAB, Bruxelles formation, Actiris et la Arbeitsamt der Deutschsprachigen Gemeinschaft. Ces accords prévoient, entre autres, la mise à disposition mutuelle des capacités de formation. Les comités de programmation ont été chargés de leur exécution concrète.

Les avantages de l'utilisation d'un simulateur de conduite sont multiples. Il offre des scénarios variés exigeant un style de conduite différent. Des paramètres comme la météo et le terrain peuvent être adaptés en fonction des besoins. Les chauffeurs peuvent aussi s'exercer dans des situations dans lesquelles il est impossible de s'entraîner en temps normal, parce qu'elles sont trop dangereuses. Ainsi, on apprend à tenir compte de l'angle mort, à utiliser les freins dans une descente, à réagir face à un obstacle sur la route. Le simulateur est un moyen d'aide, qui comporte plusieurs options, et il contribue activement à augmenter le niveau de sécurité du personnel engagé en opérations.

Pour le suivi et l'adaptation des accords bilatéraux, des comités de programmation sont chargés du contrôle de l'exécution des accords et, plus particulièrement, de la définition des plans d'action.

Les comités de programmation se réunissent deux fois par an pour évaluer les plans d'action et, le cas échéant, les adapter.

Les adaptations des accords bilatéraux sont accomplies par un comité de suivi sur proposition des comités de programmation.

01.03 Brigitte Wiaux (cdH): Monsieur le ministre, je vous remercie de votre réponse très précise.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

02 Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur "les missions du chasseur de mines M916 Bellis dans l'escadre permanente de l'OTAN" (n° 11442)

02 Vraag van mevrouw Brigitte Wiaux aan de minister van Landsverdediging over "de opdrachten van de mijnenveger M916 Bellis in het permanent NAVO-eskader" (nr. 11442)

02.01 Brigitte Wiaux (cdH): Monsieur le ministre, début février, le chasseur de mines Bellis a quitté son port d'attache de Zeebrugge pour rejoindre l'escadre de l'OTAN. Celle-ci serait une escadre permanente composée généralement de sept navires de lutte contre les mines et d'un navire de commandement

Monsieur le ministre, pourriez-vous me fournir des informations concernant le programme qui sera exécuté par l'escadre et à quels exercices participera le Bellis? Par ailleurs, le Bellis restera-t-il attaché à l'escadre durant toute sa mission et quand son retour à Zeebrugge est-il prévu?

02.02 Pieter De Crem, ministre: Monsieur le président, chère collègue, le chasseur de mines M916 Bellis a quitté Zeebrugge le 3 février pour rejoindre l'escadre de l'OTAN "Standing NATO Mine Counter Measures Group 1" pour une période de quatre mois. Son retour est prévu pour le 29 mai. Il s'agit d'une escadre permanente dont la composition est en général de sept navires pour la lutte contre les mines et d'un navire de commandement. Pour l'instant, l'escadre se compose de cinq navires.

Durant cette période, le Bellis participera tant à des exercices OTAN qu'à des exercices nationaux ou internationaux. Il effectuera aussi les opérations de déminage en mer de munitions datant des deux guerres mondiales, et ceci devant les côtes françaises et belgo-néerlandaises. J'espère qu'il ne rencontrera aucun sous-marin!

02.03 Brigitte Wiaux (cdH): En effet, merci, monsieur le ministre!

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

03 Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur "le nouvel équipement pour les pilotes F-16" (n° 11443)

03 Vraag van mevrouw Brigitte Wiaux aan de minister van Landsverdediging over "de nieuwe uitrusting voor F-16-piloten" (nr. 11443)

03.01 Brigitte Wiaux (cdH): Monsieur le ministre, afin d'améliorer les performances en vol de nos pilotes de chasse, ceux-ci seraient dorénavant équipés d'un casque particulier, le "JHMCS" qui serait un nouveau casque dont les informations de vol sont projetées sur la visière. Ce système faciliterait la désignation et l'identification visuelle de cibles aussi bien au sol que dans les airs.

Monsieur le ministre, pourriez-vous me préciser les spécificités de ce casque?

03.02 Pieter De Crem, ministre: Chère collègue, le "JHMCS" permet d'indiquer en permanence au pilote les paramètres de l'avion, les données du système de navigation et les positions des cibles suivies par les différents systèmes à bord de l'avion.

Cet affichage est réalisé en projetant les informations déjà disponibles sur un écran fixe à l'avant du cockpit sur une visière semi-transparente devant les yeux du pilote.

Sur la base des distorsions d'un champ magnétique généré dans le cockpit, il est possible de calculer la position de la tête du pilote afin de lui présenter sur sa visière les informations adéquates. Inversement, il est maintenant possible de faire suivre les différents senseurs de bord vers le même point que celui visé par le pilote.

Le système est composé d'un casque, doté d'un display unit, d'une unité magnétique qui produit le champ magnétique de référence et mesure les distorsions ainsi qu'une unité de calcul.

03.03 Brigitte Wiaux (cdH): Monsieur le ministre, je vous remercie pour ces précisions qui sont plutôt rassurantes.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

04 Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur "l'épidémie de fièvre Ebola et l'état de santé de nos militaires en RDC" (n° 11444)

04 Vraag van mevrouw Brigitte Wiaux aan de minister van Landsverdediging over "de epidemie van Ebolakoots en de gezondheidstoestand van onze militairen in de DRC" (nr. 11444)

04.01 Brigitte Wiaux (cdH): Monsieur le ministre, on peut se souvenir de l'épidémie de fièvre Ebola qui avait frappé la région du centre de la RDC en 2007.

Une nouvelle épidémie de fièvre Ebola frapperait à nouveau la RDC et serait apparue depuis le mois de décembre 2008, entre autres, dans la région de Kananga où sont actuellement déployés quelque 150 militaires belges qui assurent la formation de leurs homologues congolais.

Même s'il s'avère que cette nouvelle épidémie serait moins spectaculaire – c'est ce que j'ai pu en lire – que la précédente, j'imagine, monsieur le ministre, que des dispositions préventives ont été adoptées par les autorités médicales de la Défense afin de prévenir tout risque de contagion.

Pourriez-vous, monsieur le ministre, me fournir toutes les précisions utiles à ce sujet?

04.02 Pieter De Crem, ministre: Monsieur le président, chère collègue, une nouvelle épidémie Ebola s'est déclarée dans la zone de Mweka et Luebo, située à 200 kilomètres de Kananga en novembre 2008.

Les autorités congolaises ayant tiré des leçons de l'épidémie de 2007 et renforcé leurs capacités de surveillance l'ont totalement maîtrisée au début du mois de janvier de cette année.

Un contact team militaire a été envoyé à Kananga en janvier 2009 afin de rencontrer les autorités sanitaires locales, de renforcer l'accès aux données épidémiologiques et de former le personnel local de première ligne sur la problématique Ebola, le projet "bioditech".

Vis-à-vis du détachement belge, des mesures préventives ont été appliquées immédiatement telles la définition d'un périmètre avec camp d'isolement, la prise régulière de la température et la disponibilité d'une tenue de protection. Des tests de détection spécifiques et rapides ont été également mis à disposition ou mis au point par la Défense.

Un laboratoire mobile déployable capable d'effectuer des analyses de détection est actuellement en évaluation et fera l'objet d'une mission sur place en avril 2009.

04.03 Brigitte Wiaux (cdH): Monsieur le ministre, je vous remercie pour ces informations plutôt rassurantes.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

05 Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur "les missions de nos militaires à

Kananga" (n° 11445)

05 Vraag van mevrouw Brigitte Wiaux aan de minister van Landsverdediging over "de opdrachten van onze militairen te Kananga" (nr. 11445)

05.01 **Brigitte Wiaux** (cdH): Monsieur le président, monsieur le ministre, comme je viens de le dire, un détachement belge est actuellement dans le centre de la République démocratique du Congo. Plus de 150 militaires belges y sont présents.

Dans un cadre de partenariat entre nos deux pays, les militaires belges organisent des formations pour les militaires congolais. Pour la troisième fois, un détachement du génie, issu principalement du 4^{ème} bataillon du génie d'Amay, formerait à différents métiers. De plus, des instructeurs venus d'unités para-commandos dispenseraient des formations.

Monsieur le ministre, pourriez-vous me préciser quelles sont les formations dispensées tant par le détachement du génie que par les instructeurs d'unités para-commandos? Pourriez-vous aussi me préciser en quoi consiste l'appui logistique de ce type de mission qui semble être un défi permanent?

05.02 **Pieter De Crem**, ministre: Monsieur le président, madame Wiaux, le détachement du génie belge dispense des formations d'électricien, de menuisier ou de maçon. Ces formations sont dispensées à des militaires congolais issus des différentes régions militaires de la RDC. Les instructeurs para-commandos dispensent une formation militaire de base au profit d'un bataillon de réaction rapide congolais. Ces formations s'inscrivent dans l'accord de partenariat militaire qui a été conclu en avril 2008 entre la RDC et la Belgique, visant à assister la RDC dans la restructuration de ses forces armées. L'appui logistique de nos militaires belges à Kananga est assuré par la mise en place d'un détachement aérien avec un C-130.

05.03 **Brigitte Wiaux** (cdH): Je remercie le ministre pour ces précisions.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

06 Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur "l'envoi de véhicules en Afghanistan via un Antonov" (n° 11465)

06 Vraag van mevrouw Brigitte Wiaux aan de minister van Landsverdediging over "het transport van legervoertuigen naar Afghanistan met een Antonov" (nr. 11465)

06.01 **Brigitte Wiaux** (cdH): Monsieur le président, monsieur le ministre, il s'agit d'une question se rapportant à l'envoi de véhicules en Afghanistan au moyen d'un Antonov. Il est vrai que j'entends occasionnellement l'Antonov particulièrement bruyant dans le ciel de Beauvechain; je m'interroge toujours à propos de ce type d'appareil. J'ai appris que, le 26 février dernier, un Antonov russe aurait décollé de l'aéroport militaire de Melsbroek à destination de Kaboul avec à son bord une dizaine de véhicules de type MPPV (Multi Purpose Protected Vehicle).

Ces véhicules de la Défense devraient être déployés dans le cadre de l'OMLT (Operational Mentoring and Liaison Team) qui se déroule à Kunduz, au nord de l'Afghanistan.

Monsieur le ministre, pourriez-vous me préciser, entre autres, pourquoi le département de la Défense doit louer les services d'un Antonov pour le transport de ce type de véhicules?

Existerait-il des raisons techniques particulières ou d'autres raisons bien spécifiques?

Quel en est le coût?

06.02 **Pieter De Crem**, ministre: Monsieur le président, chère collègue, le choix de l'Antonov 124 pour mettre en place le matériel nécessaire à la mission de l'OMLT en Afghanistan se justifie simplement, et c'est important, par sa capacité de chargement. Trois rotations ont suffi pour emporter tout le matériel, soit 22 véhicules et 8 conteneurs, là où 30 rotations de C-130 auraient été nécessaires.

Le coût de la location de cet avion avoisine 1,1 million d'euros, soit beaucoup moins que les 4,8 millions qu'aurait coûté la mise en place par nos C-130.

06.03 Brigitte Wiaux (cdH): Monsieur le ministre, merci pour cette réponse intéressante.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

07 Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur "la mise en oeuvre d'un nouveau sonar téléguidé" (n° 11469)

07 Vraag van mevrouw Brigitte Wiaux aan de minister van Landsverdediging over "de ingebruikname van een nieuwe, telegeleide sonar" (nr. 11469)

07.01 Brigitte Wiaux (cdH): Monsieur le président, monsieur le ministre, un nouvel appareil sous-marin dirigé à distance équipé d'un sonar et d'une caméra serait opérationnel depuis peu dans la marine belge. Grâce à ce nouvel appareil, appelé "SPVDS", la chasse aux mines ferait un nouveau pas en avant.

Monsieur le ministre, pourriez-vous m'indiquer les spécificités de ce nouvel appareil concernant notamment l'amélioration des performances (profondeur des fonds marins, surface, etc.) de recherche pour les chasseurs de mines? Sur quel navire belge a-t-il été testé? Est-il déjà en service?

07.02 Pieter De Crem, ministre: Monsieur le président, madame, le "SPVDS" peut être utilisé en grande profondeur devant, à côté ou même sur le chasseur de mines duquel il dépend. Cela permet de doubler la surface de la recherche.

Puisqu'il peut plonger à 200 mètres et ainsi détecter jusqu'à 250 mètres, il est possible d'effectuer des recherches sous la couche thermique, ce qui était jusqu'à présent un manquement pour le chasseur de mines équipé d'un sonar fixe.

Le chasseur de mines Primula a été le premier navire belge à commencer les tests et le chasseur de mines Bellis vient de terminer ses tests avec succès. Le système "SPVDS" est actuellement mis en œuvre au sein d'une escale permanente de chasse de mines de l'OTAN dont le Bellis fait partie jusque fin mai. Le "SPVDS" sera dès lors utilisé pour la première fois à partir d'une plate-forme belge lors des exercices internationaux et ensuite pour la recherche d'explosifs historiques tels que des bombes ou des torpilles qui gisent encore sur les fonds marins.

07.03 Brigitte Wiaux (cdH): Monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

08 Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur "la mission des Forces spéciales au Tchad" (n° 11470)

08 Vraag van mevrouw Brigitte Wiaux aan de minister van Landsverdediging over "de missie van de 'Special Forces' in Tsjaad" (nr. 11470)

08.01 Brigitte Wiaux (cdH): Monsieur le ministre, début février 2009, vous avez rendu visite aux Forces spéciales qui participent à la mission EUFOR opérant dans l'est du Tchad. Les Forces spéciales belges font preuve d'un professionnalisme et jouissent d'une très bonne réputation. En plus des Forces spéciales, une quarantaine d'autres militaires belges participent aussi à la mission EUFOR dans des fonctions de commandement et de logistique comme la construction et l'entretien de différents cantonnements.

Le commandement de l'EUFOR aurait demandé à la Belgique de diriger le CJSOCC. Monsieur le ministre, pourriez-vous, me préciser en quoi consiste cette mission spécifique, combien de nos militaires y participent et quand leur mission devrait-elle se terminer?

08.02 Pieter De Crem, ministre: Monsieur le président, chère collègue, l'abréviation compliquée que vous avez mentionnée désigne le "Combined joint special operations component command", commandé par la Belgique et l'état-major qui commande toutes les unités des forces spéciales déployées dans le cadre de la mission EUFOR au Tchad. Huit militaires belges sont présents au sein de ce CJSOCC et leur mission prend

fin le 15 mars 2009, donc de manière imminente.

08.03 Brigitte Wiaux (cdH): Merci, monsieur le ministre.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

09 Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur "le programme 2009 de recherche scientifique et technologique de la Défense" (n° 11471)

09 Vraag van mevrouw Brigitte Wiaux aan de minister van Landsverdediging over "het wetenschappelijk en technologisch onderzoeksprogramma 2009 van Landsverdediging" (nr. 11471)

09.01 Brigitte Wiaux (cdH): Monsieur le président, monsieur le ministre, votre note d'orientation politique témoigne de l'importance accordée par votre département et par vous-même pour la recherche et le développement. Le 6 février 2009, le Conseil des ministres a autorisé l'exécution du programme de recherche scientifique et technologique de la Défense relatif à l'exercice 2009.

Monsieur le ministre, dans le cadre du budget imparti à votre département pour le programme de recherche scientifique et technologique de la Défense, pouvez-vous nous préciser le nombre de dossiers d'étude soutenus, les thèmes de recherche scientifique et technologique, les collaborations avec les scientifiques militaires et civils et si certaines recherches poursuivent des buts stratégiques spécifiques?

09.02 Pieter De Crem, ministre: Monsieur le président, le nombre d'études soutenues dans le programme de recherche scientifique et technologique de la Défense 2009 est de 93; 75 études sont en cours et 18 sont en programmation.

Les thèmes généraux de recherche scientifique et technologique de la Défense sont d'abord le soutien de la formation académique, ensuite le soutien aux opérations et enfin, l'appui à la décision.

L'aspect de la collaboration avec les scientifiques militaires et civils est pris en considération dans l'évaluation des projets d'étude proposés. De nombreuses collaborations existent, tant au niveau national qu'international et dans lesquelles les militaires et les civils sont impliqués.

Dans le cadre des thèmes généraux définis ci-dessus, les objectifs stratégiques suivants sont poursuivis par le programme de recherche scientifique et technologique de la Défense. Il s'agit de l'optimisation de l'enseignement académique des sciences de l'ingénieur, l'optimisation de l'enseignement académique des sciences du comportement, disponibilité du système d'armes existant, évaluation de futurs systèmes d'armes, la protection contre des menaces classiques, la protection contre des nouvelles menaces, comme par exemple le bioterrorisme, le développement d'une vision à long terme de la sécurité, la recherche induite par des questions de développement au sein de la Défense, la recherche induite par des questions de développement en dehors de la Défense.

09.03 Brigitte Wiaux (cdH): Monsieur le président, je remercie le ministre pour sa réponse concernant ce domaine qui n'est pas très connu au sein de la Défense où on parle beaucoup des opérations et des militaires mais peu des programmes de recherche.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

10 Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur "l'autorisation de boire de l'alcool pour les militaires en mission à l'étranger" (n° 11473)

10 Vraag van mevrouw Brigitte Wiaux aan de minister van Landsverdediging over "de toestemming voor militairen om alcohol te drinken tijdens missies in het buitenland" (nr. 11473)

10.01 Brigitte Wiaux (cdH): Monsieur le ministre, si vous avez déjà répondu à certaines questions sur ce sujet, j'ai encore pris connaissance dans la presse d'articles concernant l'autorisation pour les militaires en mission à l'étranger de boire de l'alcool.

La presse s'en est fait l'écho, notamment fin février. Ainsi, je pouvais lire que "La Défense revoit l'interdiction d'alcool pour les soldats à l'étranger"... "L'armée belge ne sera finalement pas totalement privée d'alcool à partir du premier mars"... "La hiérarchie de l'armée avait dans un premier temps annoncé que l'alcool ne serait plus autorisé pour les militaires en mission à l'étranger". Ceux-ci seront finalement encore autorisés à boire deux canettes de bière par jour, selon la presse flamande.

Monsieur le ministre, qu'en est-il de cette information? Qu'est-ce qui est autorisé? Si changement il y a eu, quelle en est la motivation? Est-ce en concertation avec les syndicats?

10.02 Pieter De Crem, ministre: Chère collègue, comme je l'ai annoncé en commission de la Défense du 17 décembre dernier, il a été examiné si les directives en vigueur concernant la consommation d'alcool étaient correctement appliquées et/ou si une adaptation s'imposait.

De cette évaluation, il ressort qu'il n'y a pas de raison d'adapter les directives en vigueur. Je fais référence à ma réponse précédente.

10.03 Brigitte Wiaux (cdH): Monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse très claire.

L'incident est clos.
Het incident is gesloten.

11 Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur "la participation de la composante médicale à l'exercice Dassa au Bénin" (n° 11474)

11 Vraag van mevrouw Brigitte Wiaux aan de minister van Landsverdediging over "de deelname van de Medische Component aan de oefening-Dassa in Benin" (nr. 11474)

11.01 Brigitte Wiaux (cdH): Monsieur le ministre, depuis la mi-janvier et durant quatre semaines, 700 militaires belges se sont entraînés sur le territoire béninois où ils ont dû manœuvrer en terrain difficile dans le cadre de l'exercice Dassa, sur certains aspects duquel je vous avais déjà interrogé.

Les membres de la composante médicale étaient présents comme participants à cet exercice et prêts à intervenir en cas de nécessité.

Cet exercice est d'une certaine ampleur, et j'imagine que les moyens de secours qui ont dû être mis en œuvre ont été proportionnels à son importance. Je pense notamment au nombre d'activités simultanées, à l'augmentation du niveau d'alerte de l'équipe médicale, etc.

J'espère que l'édition 2009 de cet exercice n'a pas connu d'accident grave et que les simulations d'évacuation ont démontré que la composante médicale était rôdée et que l'on pouvait ainsi compter sur elle à tout moment.

Monsieur le ministre, pourriez-vous me fournir des informations concernant notamment:

- le nombre de membres de la composante médicale présents et prêts à intervenir;
- le type de matériel nécessaire déployé (postes de premiers soins, hélicoptères, salle de soins, etc.);
- les enseignements à tirer de cet exercice pour l'avenir de la composante médicale?

11.02 Pieter De Crem, ministre: Monsieur le président, chère collègue, la composante médicale a engagé, lors de l'exercice Dassa au Bénin, un total de 41 personnes, complété par un infirmier néerlandais et un infirmier luxembourgeois.

Le matériel engagé consistait en deux modules, dont l'un pour la médecine de première ligne, six équipes d'évacuation avec ambulances, une équipe chirurgicale, un module de ravitaillement médical, un module d'hygiène, un module de commandement.

Parmi les leçons principales tirées de cet exercice, il faut souligner que, grâce au fait que la composante médicale a été immédiatement impliquée dans le processus de planification de cet exercice, les activités à haut risque ont pu être clairement identifiées. Un plan d'appui médical adéquat a pu être rédigé.

Par ailleurs, il est apparu comme inévitable de disposer des moyens médicaux d'évacuation aérienne pour

couvrir les grandes distances entre les différents détachements.

11.03 Brigitte Wiaux (cdH): Monsieur le ministre, je vous remercie tout particulièrement pour votre réponse sur les enseignements à tirer de cet exercice.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

12 Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur "les objectifs poursuivis du premier séminaire OTAN sur le transport de marchandises dangereuses" (n° 11475)

12 Vraag van mevrouw Brigitte Wiaux aan de minister van Landsverdediging over "de doelstellingen van het eerste NAVO-seminar betreffende het transport van gevaarlijke goederen" (nr. 11475)

12.01 Brigitte Wiaux (cdH): Monsieur le président, monsieur le ministre, mi-février, le premier séminaire OTAN sur le transport de marchandises dangereuses s'est tenu à l'École royale militaire.

Le transport de marchandises dangereuses, notamment à destination d'un théâtre d'opérations, est un sujet "délicat". Plusieurs pays sont souvent impliqués nécessitant l'application de différentes législations, des demandes d'accréditation, de passages de frontières...

Monsieur le ministre, j'imagine que, lors de ce séminaire, les différents types de transports de marchandises dangereuses (par route, rail et air, ainsi que maritimes), ont été discutés.

- Pourriez-vous me préciser combien d'experts ce séminaire a-t-il rassemblés?
- Quels objectifs et enjeux spécifiques étaient-ils poursuivis?
- A-t-il débouché sur des conclusions d'un planning de mise en œuvre d'actions?

12.02 Pieter De Crem, ministre: Monsieur le président, chère collègue, 14 nations de l'OTAN et des pays PFP (Partnership for Peace), ainsi que cinq organisations internationales ont participé à ce premier séminaire pour le transport des marchandises dangereuses.

Le séminaire avait pour but de réunir les formateurs et les responsables afin de définir les plans d'avenir d'interopérabilité dans le domaine du transport de marchandises dangereuses et d'offrir un forum de discussion pour l'amélioration des procédures et des formations existantes, ce qui permettrait entre autres d'augmenter la sécurité des mouvements.

Les résultats de ce séminaire seront discutés et validés lors d'une prochaine réunion de la CNAD (Conference of National Armaments Directors) de l'OTAN.

12.03 Brigitte Wiaux (cdH): Monsieur le ministre, merci. Il est vrai que la sécurité des différents mouvements est très importante.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

13 Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur "la collaboration belgo-française au niveau médical" (n° 11476)

13 Vraag van mevrouw Brigitte Wiaux aan de minister van Landsverdediging over "de Belgisch-Franse samenwerking op medisch gebied" (nr. 11476)

13.01 Brigitte Wiaux (cdH): Monsieur le président, monsieur le ministre, le détachement belge de Guardian Falcon II à l'aéroport de Kandahar bénéficierait d'une infirmerie belgo-française constituant ainsi un exemple de collaboration entre nos deux pays en matière de Défense.

Monsieur le Ministre, pourriez-vous me préciser en quoi consiste cette collaboration?

S'agit-il d'une mise en commun du personnel et du matériel médical?

Cela préfigure-t-il d'autres types de collaboration avec la France et/ou d'autres pays de l'Union européenne?

13.02 Pieter De Crem, ministre: Monsieur le président, chère collègue, la Défense est toujours à la recherche d'un maximum de synergies dans tous les domaines et avec toutes les nations, dès qu'il y a une possibilité.

Dans le cadre de la collaboration médicale à Kandahar, la France assure gratuitement le soutien médical du détachement belge au sein du Rôle I. Elle autorise, sous l'autorité du médecin-chef du Rôle I français, le personnel paramédical belge à prodiguer des soins de ce niveau. La Belgique reste responsable de l'évacuation médicale, tactique et stratégique.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

14 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Ulla Werbrouck aan de minister van Landsverdediging over "de sportcarrière van militairen/topsporters" (nr. 11637)

- mevrouw Ulla Werbrouck aan de minister van Landsverdediging over "het statuut van militairen/topsporters" (nr. 11638)

14 Questions jointes de

- Mme Ulla Werbrouck au ministre de la Défense sur "la carrière sportive de militaires/sportifs de haut niveau" (n° 11637)

- Mme Ulla Werbrouck au ministre de la Défense sur "le statut de militaires/sportifs de haut niveau" (n° 11638)

14.01 Ulla Werbrouck (LDD): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, ik heb nog enkele vragen met betrekking tot het project topsport bij Defensie voor beloftevolle atleten en topsporters. Iedereen weet dat atleten maar een beperkte tijd topsporter kunnen zijn, zowel binnen als buiten Defensie. Deze atleten zijn tewerkgesteld door Defensie. Ze worden effectief beschouwd als gewone militairen.

Ik heb daar enkele vragen over. Zijn zij verplicht om na hun sportcarrière nog een aantal jaren voor Defensie te werken? Wat als militairen tijdens of eigenlijk na hun sportieve carrière Defensie verlaten? Gelden dan dezelfde regels als voor een gewone militair? Wat zijn eigenlijk de grote voordelen van het statuut, naast de werkzekerheid na de carrière?

Ook mijn andere vraag gaat over het project topsport. Kan een atleet direct starten met het statuut of moet er eerst een opleiding van enkele dagen of weken volgen? Ik weet dat men vroeger een opleiding moest volgen en dat dit effectief afhankelijk was van de plaatselijke commandant of generaal die besliste om al dan niet vrijstelling te geven. Kan de militair-topsporter zijn standplaatskazerne kiezen of wordt dat overgelaten aan de commandant of aan de generaal? Worden er eigenlijk speciale acties ondernomen om de atleten van Defensie actief te integreren in de dagelijkse werking van Defensie? Die 7,5 uur aanwezigheid per week is niet echt actief integreren.

Ik zou daarover graag wat meer uitleg krijgen.

14.02 Minister Pieter De Crem: Mijnheer de voorzitter, beste collega, wat uw eerste vraag betreft, een atleet start bij het binnenkomen bij Defensie onmiddellijk met de militaire opleiding van acht weken. Na deze militaire opleiding wordt de specifieke opleiding topsporter gespreid over twee jaar. Op basis van zijn of haar woonplaats of van de trainingsfaciliteiten wordt dan, in samenspraak met de atleet, door de federatie en de trainer beslist in welke eenheid de atleet zal worden gekazerneerd.

Er bestaat een systeem van het zogenaamde peterschap – en dat is een antwoord op uw derde vraag – waarbij de jonge militair-topsporter wordt begeleid bij de integratie in zijn eenheid. De topsporters zijn aanwezig op de activiteiten van hun eenheid en ze worden betrokken bij allerlei sportcompetities binnen Defensie.

Wat betreft uw tweede vraag, na het eindigen van de sportcarrière of het verlies van de hoedanigheid van topsporter heeft hij of zij de keuze om Defensie te verlaten of een andere functie binnen Defensie te bekleden.

Zoals elke militair kan de ex-topsporter op ieder moment Defensie verlaten en, naast werkzekerheid, kan

worden gesteld dat voor een eerlijke verloning de ex-topsporter de gelegenheid heeft om een actieve job uit te oefenen, die algemene voldoening kan schenken. Daarenboven geniet hij als militair van gratis medische verzorging en van een gratis hospitalisatieverzekering.

14.03 Ulla Werbrouck (LDD): Mijnheer de voorzitter, ik dank de minister voor zijn antwoord, maar ik heb een paar vraagjes. Als iemand binnenkomt om topsport te beoefenen binnen Defensie, waarom moet die persoon dan die acht weken opleiding volgen? Waarom kan dat niet na de sportcarrière?

14.04 Minister Pieter De Crem: Omdat dat alles te maken heeft met het militair statuut. Of men onder de categorie topsporter valt binnen Defensie, of men valt daar niet onder, men moet met die acht weken opleiding beginnen.

14.05 Ulla Werbrouck (LDD): In principe, als ik het goed heb begrepen, kan een topsporter die binnenkomt gedurende acht weken niet trainen? Ik ga ervan uit dat de opleiding meer dan acht uur per dag duurt.

14.06 Minister Pieter De Crem: Het is zo, en dat is eigenlijk ook in samenspraak met de representatieve vakorganisaties tot stand gekomen, dat men geen onderscheid kan maken in de opleiding, omdat zij hoe dan ook opteren voor het militair statuut. De opleiding van acht weken is echt noodzakelijk.

Zoals ik u al zei in mijn antwoord, vorige week, is het wel zo dat de commandant van de eenheid waarin men zich bevindt, om het moeilijke woord te gebruiken, de discretionaire bevoegdheid heeft om daar soepel mee op te treden.

In elk geval, formeel kan geen militair worden ontslagen van de acht weken basisopleiding. Dat geldt ook voor topsporters.

14.07 Ulla Werbrouck (LDD): Mijnheer de voorzitter, ik dank de minister voor zijn antwoord.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

15 Samengevoegde vragen van

- de heer Bruno Stevenheydens aan de minister van Landsverdediging over "de beschadiging van de F-16's in Afghanistan" (nr. 11683)
- de heer Dirk Vijnck aan de minister van Landsverdediging over "de beschadiging van Belgische F-16's in Afghanistan" (nr. 11692)
- de heer Jean-Luc Crucke aan de minister van Landsverdediging over "de drie F-16 vliegtuigen die in Afghanistan werden beschadigd" (nr. 11696)
- mevrouw Hilde Vautmans aan de minister van Landsverdediging over "beschadigde F-16's in Afghanistan" (nr. 11721)
- mevrouw Brigitte Wiaux aan de minister van Landsverdediging over "de beschadiging van de straalmotoren van drie F-16's in Afghanistan" (nr. 11728)

15 Questions jointes de

- M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur "l'endommagement des F-16 en Afghanistan" (n° 11683)
- M. Dirk Vijnck au ministre de la Défense sur "les dommages subis par des F-16 belges en Afghanistan" (n° 11692)
- M. Jean-Luc Crucke au ministre de la Défense sur "les trois F-16 endommagés en Afghanistan" (n° 11696)
- Mme Hilde Vautmans au ministre de la Défense sur "les F-16 endommagés en Afghanistan" (n° 11721)
- Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur "les réacteurs de trois F-16 endommagés en Afghanistan" (n° 11728)

15.01 Bruno Stevenheydens (Vlaams Belang): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, in Kandahar werden drie van de vier Belgische F-16's beschadigd door een Russisch vrachtvliegtuig, dat te dicht in hun aanwezigheid kwam. Dat gebeurde afgelopen weekend, vrijdagnacht, door een vergissing van de piloot van het vrachtvliegtuig. Defensie kondigde aan een onderzoek in te stellen en de kosten eventueel te verhalen op de operator van het vrachtvliegtuig. Kunt u de feiten verder toelichten? Hoe snel konden de beschadigde

onderdelen worden vervangen? Wat is hiervan de kostprijs? Ik lees in de pers dat het om tienduizenden euro gaat. U kunt misschien een exact getal erop kleven. Wat heeft het onderzoek naar de schade reeds opgeleverd?

15.02 Dirk Vijnck (LDD): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, mijn collega heeft het net aangehaald. Er werden drie F-16's beschadigd in Kandahar. Een C-130 zou zijn vertrokken om twee motoren over te vliegen.

Ik heb er de volgende vragen daarover. Werden er naast de vervangingsmotoren ook technici overgevlogen voor de herstelling? Wat is het bedrag van de schade, inclusief de kosten om de motoren over te vliegen en te vervangen? Is het reeds duidelijk wie aansprakelijk is voor de toegebrachte schade? Wie zal de schade vergoeden? Wat is de stand van zaken, wat de herstelling betreft?

15.03 Hilde Vautmans (Open Vld): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, wij hebben in de pers uitgebreid over het incident kunnen lezen. Het leek mij dus logisch dat u hier vandaag de kans zou krijgen om ons een beetje toelichting te geven over de juiste draagwijdte van dat incident.

Welke maatregelen worden er genomen opdat dit niet meer zou voorkomen in de toekomst? Zal er blijvende schade zijn? Kan men de motoren herstellen? Zal het probleem opgelost zijn met een grondige reiniging of zal het probleem blijven bestaan? Ik ben natuurlijk vooral bekommerd om de veiligheid van de manschappen. Als wij die motoren reinigen, zijn wij er dan zeker van – in de mate dat men zeker kan zijn van een technische zaak – dat onze manschappen geen gevaar lopen? Hoeveel motoren en andere onderdelen zijn er nu nog in reserve?

Wij weten allemaal dat op termijn de F-16 moeten worden vervangen. U weet dat ik ervoor heb gepleit om niet alle F-16's die wij in overtal hebben, te verkopen. Dit bevestigt mij opnieuw in mijn streven om u daarvan te overtuigen. Ik zal vandaag nog eens proberen om u ervan te overtuigen om rekening te houden met mogelijke accidenten, als onze F-16's worden ingezet. Ik vraag u nogmaals om erover na te denken om niet alle F-16's in overtal te verkopen, alhoewel ik begrijp dat u het geld budgettair nodig hebt en het absoluut kunt gebruiken, maar ik denk dat het op langere termijn een foute keuze zou zijn.

Ten slotte, is er al uitsluitsel over het onderzoek van de zaak? Wie heeft een fout gemaakt? Kan de schade op de operator van het vrachtvliegtuig worden verhaald? Kunnen wij met de Russen een akkoord sluiten? Hoe wordt daarover onderhandeld? Gebeurt dat via Defensie? Gebeurt dat met Buitenlandse Zaken? Kunnen wij, vanuit het Parlement, daarin enig initiatief nemen om u daarbij te helpen?

15.04 Brigitte Wiaux (cdH): Monsieur le président, monsieur le ministre, la presse s'est fait l'écho que les moteurs de trois des quatre F-16 belges déployés à Kandahar au sud de l'Afghanistan ont été endommagés dans la nuit du vendredi 6 au samedi 7 mars, par des cailloux soufflés provenant d'un avion-cargo de type Iliouchine.

Monsieur le ministre, pourriez-vous me communiquer les informations et explications relatives à cet accident?

- Combien de temps les missions de nos F-16 ont-elles été interrompues?
- Une enquête a-t-elle été ouverte afin de déterminer les circonstances exactes?
- À combien s'élève l'ensemble des coûts relatifs à cet accident?
- Examine-t-on la possibilité de prise en charge des dégâts par l'opérateur de l'Iliouchine? S'avère-t-elle concluante?

15.05 Pieter De Crem, ministre: Monsieur le président, chers collègues, ce vendredi 6 mars à 23.50 heures, un avion civil de type Iliouchine 76 de la firme russe Volga-Dniepr, affrété par l'US Air Mobility Command, a effectué une manœuvre à proximité de l'aire de stationnement de nos F-16.

Lors de cette manœuvre, le souffle de ses réacteurs a projeté des gravillons entrés par l'arrière dans les moteurs de nos avions. Trois moteurs ont été atteints. Après une première inspection, il est apparu que ceux-ci n'étaient pas endommagés mais pollués.

Een grondige revisie moet nochtans door specialisten in België worden uitgevoerd. Het is dus te vroeg om

de kosten te ramen die aan dat specifiek incident zullen te wijten zijn. Maar het is geen geheim dat F-16's dure toestellen zijn en dat de kosten om een motor operationeel te maken, te houden en te herstellen in de miljoenen frank en in de honderdduizenden euro's kan lopen. Alles hangt af van de aard van het technisch mankement dat zich eventueel voordoet.

De motor van een van de vliegtuigen werd onmiddellijk vervangen door de ter plaatse aanwezige reservemotor, die trouwens op mijn voorstel aanwezig was bij het detachement van Kandahar. Samen met het vierde, onbeschadigde toestel, zorgde het herstelde vliegtuig ervoor dat het detachement bijna onmiddellijk opnieuw operationeel was. Eergisteren, op 9 maart, zijn twee motoren per C-130 overgevlogen om de twee resterende vliegtuigen eveneens weer operationeel te maken.

Het incident was totaal niet te voorzien. Het is zeer onwaarschijnlijk, met aan zekerheid grenzende waarschijnlijkheid, dat het zich nog zou herhalen. Het verkeer van vliegtuigen op de grond is immers zeer strikt geregeld om een maximale veiligheid voor stilstaande en in beweging zijnde vliegtuigen te verzekeren. Desalniettemin heeft het Belgische detachement de autoriteiten van het vliegveld van Kandahar gevraagd om schermen te plaatsen om de vliegtuigen en ook de runway beter aan te duiden.

Anderzijds voeren de autoriteiten van het vliegveld van Kandahar een onafhankelijk onderzoek uit, dat de mogelijke aansprakelijkheden zal kunnen bepalen. In alle geval heeft het Russische leger hiermee niets te maken, aangezien het toestel behoort tot een burgerfirma die was gecharterd voor de uitvoering van bepaalde opdrachten. Binnen ISAF onder dit commando bestaat er wel een bepaald regelend kader en er is dus opdracht gegeven aan het departement juridische zaken van Defensie om te onderzoeken welke stappen, uiteraard met resultaat, kunnen worden genomen. Er is eerst nog wat intern werk. We moeten de schade vaststellen aan onze toestellen.

Wat wel een pluspunt was, is dat de motoren niet waren opgestart, waardoor de schade relatief beperkt is gebleven. Ik onttrek mij niet aan de verplichting om u een antwoord te geven, maar ik kan u op dit moment de heel specifieke schade en de daaraan verbonden kosten nog niet meedelen; ik ben van plan dat nog te doen. Voor al wat nuttig is, deel ik nog mede dat omtrent het incident er een onmiddellijke communicatie vanuit het departement heeft plaatsgevonden, met alle details daaromtrent.

15.06 Bruno Stevenheydens (Vlaams Belang): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord. Wij zullen de zaak volgen wanneer wij meer gegevens van u zullen ontvangen. Zijn er al contacten geweest met de Russische burgermaatschappij? Zijn er veronderstellingen dat zij de volledige verantwoordelijkheid draagt – want daar lijkt het ook op – en is die bij machte de kosten te dragen?

15.07 Minister Pieter De Crem: Er zijn contacten geweest met de ISAF-autoriteiten. Intussen kent u de structuur van ISAF. Zoals gangbaar in dergelijke procedures, moest men immers eerst overgaan tot de identificatie van de piloot, met andere woorden de nationaliteit en de kwalificaties. Dat is ondertussen gebeurd. Dat is de eerste stap in het kader van het opstarten van een procedure, die hoe dan ook zal worden opgestart. Het is wel de bedoeling van mijzelf en van het departement een procedure op te starten die kan leiden tot resultaat. Wij moeten dan een heel gestoffeerd dossier maken.

Ik ben nog vergeten te antwoorden op een vraag van mevrouw Vautmans. Er zijn in totaal twaalf reservemotoren permanent inzetbaar. Zij kunnen permanent worden gebruikt in de eenheden om defecte motoren te vervangen.

15.08 Dirk Vijnck (LDD): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord. Tegen wanneer denkt u de stand van zaken te kunnen schatten? Binnen een maand, twee maanden of drie maanden?

15.09 Minister Pieter De Crem: (...) Het eskadron zal tegen vrijdagochtend om 00.00 uur opnieuw met vier toestellen operationeel zijn. Ik wil spoedig een procedure inzetten. Mijnheer de voorzitter, ik stel voor dat u mij erop attendeert dat ik een verslag uitbreng over de opvolging van het dossier.

15.10 Hilde Vautmans (Open Vld): Mijnheer de minister, ik onthoud dat er maatregelen worden genomen: er wordt een scherm geplaatst, er wordt een onafhankelijk onderzoek opgestart, wij zullen sowieso een procedure opstarten om te proberen de kosten te verhalen.

Ik neem aan dat wij nu nog tien van de twaalf reservemotoren hebben, want er zijn er twee naar ginds. Dan

kom ik terug tot de vraag waarop u niet hebt geantwoord. Bent u toch niet bereid een aantal boventallige vliegtuigen voorlopig niet te verkopen? Ik hamer daarop, want tien motoren moeten nog tien tot vijftien jaar mee. Wij komen er niet tot op het einde van de levensduur van de toestellen. Schrijf het op en herinner mij eraan wanneer het zich voordoet, maar ik weet dat ik in dit dossier gelijk zal krijgen.

Ten slotte, hoe zit het met de veiligheid van de manschappen? Wordt er alles aan gedaan om goed te testen voor de toestellen met onze piloten weer de lucht ingaan? Dat is voor mij van cruciaal belang.

15.11 Minister **Pieter De Crem**: Ik begin met uw vraag over de reservemotoren. Twee andere motoren worden onmiddellijk in de plaats gesteld, zodat het reserveaantal altijd twaalf blijft.

Die kunnen permanent worden ingezet om defecte motoren te vervangen.

Inzake de suggestie die u hebt gedaan, de verkoop is gesettled, om het zo te zeggen. Ik heb die beslissing genomen. Ik heb geen intentie daarop terug te komen. U kent ons ambitieniveau inzake de luchtcomponent. Of beter, mijn ambitieniveau is het ambitieniveau van de verantwoordelijken van de luchtcomponent zelf, namelijk 60 toestellen, waarvan 48 operationeel, verdeeld over twee eskadrons van 24 toestellen, een in Kleine Brogel en een in Florennes.

Ik moet mij meteen verweren, niet dat ik al te veel moeite heb om dat te doen. Ik heb vanmorgen al een aantal onderhouden gehad waarbij men mij vroeg of het, zelfs met een heel grote operationele inzetbaarheid en zichtbaarheid van onze F-16's, eigenlijk nog wel nodig is dat wij er zoveel hebben. Ik meen dat het een goede zaak is dat wij dat ambitieniveau kunnen handhaven.

Het is mijn overtuiging – het is geen kwestie van gelijk hebben of gelijk krijgen – dat ik in dit dossier de juiste beslissing neem door het ambitieniveau van de luchtmachtcomponent over te nemen en door ervoor te zorgen dat wij 48 toestellen hebben die operationeel zijn, twee keer 24.

Het was de beslissing van de vorige regering nog niet te investeren en het is de beslissing van deze regering nog niet te investeren in een eventuele opvolger. Ik zal het hele JSF-dossier niet opnieuw oprakelen, maar onze toestellen zullen nog een hele tijd moeten meegaan, minstens tot de tweede helft van het volgende decennium.

Ik meen dat de discussie over de opvolger van onze jachtvliegtuigen ten vroegste in de eerste helft van het volgende decennium ter sprake zal komen.

Ondertussen zullen wij natuurlijk al een Europees leger hebben en zal de Europese pijler binnen de NAVO zijn ontwikkeld. Alle landen zullen dan spontaan zoveel procent meer van hun budget kunnen besteden aan Defensie en het wordt de beste van alle werelden.

15.12 **Hilde Vautmans** (Open Vld): En de veiligheid van de manschappen?

15.13 Minister **Pieter De Crem**: De veiligheid van de manschappen is natuurlijk primordiaal. De veiligheid van de manschappen is op geen enkel moment in gevaar gebracht. Men zou natuurlijk de vraag kunnen stellen hoe het komt dat het stof in die motoren is terechtgekomen? Dat heeft te maken met het feit dat er vier F-16's voortdurend operationeel zijn, 24 uur op 24 uur, en dat de afdekking die men wel eens ziet wanneer zij geparkeerd zijn in de hangars, er dan niet op ligt.

15.14 **Brigitte Wiaux** (cdH): Monsieur le ministre, je vous remercie pour les éléments de réponse que vous nous avez fournis, notamment sur le détail de certaines mesures que vous avez prises; je pense entre autres à l'écran et à l'enquête indépendante. J'attendrai les conclusions de cette enquête et l'analyse des coûts de cet accident pour vous réinterroger à ce propos.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

16 **Vraag van de heer Bruno Stevenheydens aan de minister van Landsverdediging over "de uitspraken van president Obama over de oorlog in Afghanistan" (nr. 11684)**

16 **Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur "les déclarations du président**

Obama concernant la guerre en Afghanistan" (n° 11684)

16.01 Bruno Stevenheydens (Vlaams Belang): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, wij zullen de komende weken nog wel meer spreken over de voorbereidingen op de komende NAVO-Top. Ik wou niettemin vandaag van de huidige commissievergadering gebruik maken om vragen te stellen over enkele actuele gebeurtenissen.

Amerikaans president Obama verklaarde het voorbije weekend dat de Verenigde Staten in de oorlog in Afghanistan niet aan de winnende hand zijn. Obama verklaarde eveneens dat hij met de zogenaamde “verzoenbare” of “gematigde” Taliban gesprekken wil voeren. Zijn standpunt zal ongetwijfeld belangrijk zijn voor de komende NAVO-Top.

Ik heb het even opgezocht. Hij gaat door op wat ook de gezant van de Verenigde Staten voor Afghanistan en Pakistan verklaart, namelijk dat 5 procent van de Taliban – ik citeer enkel – het idee heeft dat zij onverslaanbaar is, dat 25 procent twijfelt en dat 70 procent enkel omwille van het geld bij de strijd is betrokken. Dat zijn niet mijn woorden, maar de woorden van de gezant van de Verenigde Staten voor Afghanistan en Pakistan.

In ieder geval, wat is de zogenaamde “gematigde” Taliban, volgens u, want u kunt uiteraard niet spreken in naam van president Obama.

Ook belangrijk is dat de bondgenoten een bepaalde strategie voor ogen hebben. Zij willen met name niet alleen het internationaal terrorisme bestrijden, maar willen er ook voor zorgen dat Afghanistan een democratisch land wordt. Door voornoemde strategie, die reeds een voorbereiding op een exitstrategie wordt genoemd, zou het wel eens kunnen dat Afghanistan en een groot deel van Pakistan volledig aan de Taliban zullen worden overgeleverd.

Mijnheer de minister, ik heb in de pers vandaag vernomen dat u gisteren, samen met de eerste minister en de minister van Buitenlandse Zaken, de concrete vraag van de Amerikaanse vice-president hebt gekregen om aan de nieuwe strategie van de Verenigde Staten bijkomende, concrete steun te geven. Bovendien treedt de vice-president de visie van Obama bij.

Wat is uw reactie? Wat is de reactie van de regering op het standpunt van president Obama?

Werden in het verleden al meer pogingen ondernomen om met de zogenaamde “gematigde” Taliban, wat “gematigd” ook moge inhouden, gesprekken te voeren? Welk resultaat hebben zij desgevallend gehad?

16.02 Minister Pieter De Crem: Mijnheer de voorzitter, mijnheer Stevenheydens, ik dank u voor uw vraag, die niet van enige actualiteitswaarde is ontdaan.

Ik wil nog even kort het globale kader schetsen. Wij zijn ondertussen immers allen bijna Afghanistanexperts aan het worden.

De inspanningen van de internationale gemeenschap in Afghanistan – samen met de NAVO goed voor 46 landen – zijn belangrijke inspanningen. Ik bedoel daarmee dat zij numeriek en materieel belangrijk zijn. Zij zijn ook veeleisend. Zij zijn dus niet alleen numeriek belangrijk; het zijn ook veeleisende inspanningen.

Een en ander heeft te maken met de hele, politieke en geografische toestand in Afghanistan en met de afstand van zowel Europa als de Verenigde Staten.

De militaire inspanningen die we elders, maar zeker in Afghanistan, leveren, zijn nooit gemakkelijk. De zekerheid en de veiligheid die daar door onze soldaten en door ISAF worden bewerkstelligd – zelfs al is dat resultaat nog niet voltooid – vormen de basis voor een reële verbetering van het dagelijks leven van de individuele Afghaan, man, vrouw of kind.

Ik zal mij niet uitputten in argumenten om dat nog verder te expliciteren, maar ik meen dat op de website van Defensie, en alleszins ook op die van het ministerie van Buitenlandse Zaken, een aantal interessante documenten staat met betrekking tot de vooruitgang die zich vertaalt in toegang tot onderwijs, drinkwater, wegeninfrastructuur, maatschappij-opbouw, enzovoort.

Het onderwerp komt regelmatig ter sprake. Dat was het geval tijdens het onderhoud dat mevrouw Clinton vorige week heeft gehad op de NAVO in Brussel. Het is ook gisteren ter sprake gekomen tijdens het onderhoud dat vice-president Biden heeft gehad met de NAVO en nadien met de eerste minister, de minister van Buitenlandse Zaken en mijzelf. Dat onderhoud heeft lang geduurd, was diepgaand en had een meerzijdige approach van de problematiek in Afghanistan.

Dat gebeurt allemaal in functie van de voorbereiding van de NAVO-Top in Straatsburg. Voorafgaand aan die NAVO-Top meen ik dat de aangekondigde tentvergadering waarover mevrouw Clinton het had, nog vóór de Top van Straatsburg van 31 maart zou kunnen doorgaan, weliswaar niet in Brussel, maar in Nederland.

Er is een tweezijdige benadering van de problematiek inzake Afghanistan, met name een conjuncturele en een structurele. Op korte termijn wordt gewerkt in functie van de beveiliging en het goede verloop van de presidentiële verkiezingen. Ik weet niet meer of u het was die vorige week de vraag over de verkiezingen hebt gesteld. Die verkiezingen gaan opnieuw door op de vooropgestelde datum. Het antwoord dat ik toen heb gegeven, was dus wel congruent met het algemene aanvoelen.

Wat de structurele benadering betreft, op lange termijn wordt alles in het werk gesteld voor het creëren van een basis van economische en sociale ontwikkeling. Dat vergt de inzet van meer middelen.

De NAVO is het daarover eens en ook president Obama heeft daarover tijdens de verkiezingscampagne, trouwens net als senator McCain, weinig twijfel laten bestaan. Om een doelgericht gebeuren en doelgericht resultaat te kunnen hebben in Afghanistan zou er dus een grotere aanwezigheid op het terrein moeten zijn.

De Amerikanen hebben geopteerd voor 17.000 bijkomende personen. Dat zijn natuurlijk geen 17.000 nieuwe mensen. Er zal daar een stuk verplaatsing van militaire aanwezigheid van Irak naar Afghanistan bij zijn. Het gaat echter toch om een beduidend opgedreven aanwezigheid.

Onze optie is steeds geweest en blijft onze 3D-approach: Defence, Diplomacy en Development. Anders gezegd, het is een cMIC-approach, een civiel-militaire-approach. Met andere woorden, onze militaire aanwezigheid moet er zijn om de civiele ontwikkeling van Afghanistan mogelijk te maken in het raam van die Afghanisering. Dat is voor ons nog steeds de successtrategie.

Ik heb daarvoor reeds heel wat initiatieven genomen, niet alleen de regeringsbeslissing met betrekking tot de opgedreven militaire aanwezigheid vorig jaar. Samen met mijn collega Charles Michel ben ik aanwezig geweest in Afghanistan om hem erop te duiden dat die civiele aanpak bijzonder belangrijk is. Hij heeft die boodschap ook goed ontvangen en heeft reeds maatregelen genomen om middelen vrij te maken via het departement Ontwikkelingssamenwerking, hoewel Afghanistan geen partnerland is van België.

In Straatsburg zullen de lijnen die nu worden uitgezet en die zijn aangekondigd door mevrouw Clinton en door de vicepresident gisteren, geconcretiseerd worden. Het is natuurlijk wel zo dat Afghanistan top of the list blijft. Het is de grootste prioriteit voor de NAVO, voor het Westers bondgenootschap.

De indruk wordt gewekt dat er niets bijkomends zal worden gevraagd. Het is wellicht een andere aanpak waarin men meer de vraag stelt wat wij allemaal samen kunnen doen, veeleer dan de dirigistische aanpak die wij totnogtoe hebben gekend. Het heeft meer te maken met de vraag hoe men zich beweegt op de internationale politieke en internationale militaire scène.

Een zaak staat vast, er is meer dan ooit een belangrijke rol weggelegd voor president Karzai en zijn administratie om de noodzakelijke veranderingen die wij proberen mogelijk te maken ook te implementeren.

Ik heb in vorige interventies in de commissie, maar ook op de internationale bijeenkomsten, op de informele top, op de NAVO-vergaderingen toe, zelfs in aanwezigheid van de president en van mijn Afghaanse collega Wardak, nooit nagelaten om te zeggen dat de sleutel van de successtrategie zich in Kabul bevindt en niet in Brussel of Washington, en dat zij ook de sleutel in het slot zullen moeten kunnen steken.

Met betrekking tot de vraag die u stelt over de Taliban: u spreekt in uw vraag over de zogezegd gematigde Taliban. Ik zou daar natuurlijk een boom kunnen over opzetten.

U weet dat het bij de opstart van het normalisatieproces in Afghanistan het een doelbewuste keuze was van de Afghaanse leiders of van het Afghaanse regime dat er nu is, om de Taliban als such niet te betrekken bij

het normalisatieproces. De internationale gemeenschap, de Verenigde Staten inclusief, vond dat toen een slechte approach. Er is een onverzettelijkheid geweest vanuit de Karzai-administratie om dat te doen.

Op dit moment is op de internationale scène gevraagd geworden aan Saoedi-Arabië om beschikbaar te zijn om eventueel contacten te leggen om na te gaan in welke mate in het normalisatieproces dat zich verder moet voltrekken en moet worden versneld na de presidentsverkiezingen onderhandelingen mogelijk zijn – ik moet mijn woorden niet wikken – en om te kijken hoe dit zich aankondigt bij de Taliban, want er zijn meerdere strekkingen in het Taliban-regime.

Hoe die contacten tot stand komen, of die er zijn, of die al tot resultaten hebben geleid, daarover heb ik geen informatie. Ik schuif de zaak niet door naar mijn collega van Buitenlandse Zaken, maar het ware misschien interessant om hem daar ook eens een vraag over te stellen. In elk geval is het zo dat de beschikbaarheid van Saoedi-Arabië in het diplomatieke verkeer een feit is.

16.03 Bruno Stevenheydens (Vlaams Belang): Mijnheer de voorzitter, ik dank de minister voor zijn antwoord.

Hij heeft een lang en uitvoerig antwoord gegeven, maar het cruciale van mijn vraag is deels onbeantwoord gebleven. U heeft de ganse problematiek goed gekaderd en ik treed uw visie bij dat wij een betere toekomst voor de Afghansen en voor de Afghaanse bevolking voor ogen hebben.

U hebt geduid op die grote aanwezigheid van de Verenigde Staten en ook de vraag aan de bondgenoten en de grootste prioriteit die door het bondgenootschap aan Afghanistan wordt gegeven.

De verklaringen van Obama het afgelopen weekend, die ook door de vicepresident wordt bijgetreden waarmee u gisteren een gesprek hebt gehad, zorgt ervoor dat bij bepaalde commentatoren de mening leeft dat Amerika ondanks de momenteel verhoogde inzet een exitstrategie voorbereidt en dat men ideologisch de lat nu lager legt. U zegt zelf dat men niet een beetje zwanger kan zijn. Wat is dat, de zogenaamde Taliban? Vroeger zei men dat met de Taliban niet te praten viel, maar nu legt men ideologisch de lat lager om een andere oplossing te kunnen bereiken.

Ik stel mij de vraag: is daar dan gisteren echt niet over gesproken tijdens dat gesprek? Dat is toch wel cruciaal. Wij kunnen daar misschien niet vandaag, maar dan toch wel de komende weken op terugkomen.

16.04 Minister Pieter De Crem: Wat de exitstrategie betreft, daar is niet over gesproken. Dat is iets dat we moeten wegnemen uit de publieke opinie: er is op geen enkele wijze gesproken over een exitstrategie. Ik durf het bijna niet zeggen, maar de notie van successtrategie die wij hebben gelanceerd, is overgenomen. De vaststelling is voor een stuk dat de puur militaire aanpak niet loopt en dat alle andere zaken moeten worden samengebracht, met dien verstande dat is gezegd dat men zich de illusie moet ontnemen dat het tot stand komen van een democratie naar onze maatstaven in een land dat op tien jaar tijd of op vijf jaar tijd de stap van een quasi middeleeuwenachtig regime naar de moderne tijd heeft gemaakt, niet voor morgen zal zijn. Dat is eigenlijk de vaststelling die president Obama in zijn interview in de New York Times of de Washington Post heeft gemaakt.

Voorzitter, het zal in elk geval zo zijn dat we in de komende weken over heel het dossier Afghanistan nog uitvoeriger zullen praten, niet alleen in de voorbereiding van de top van Straatsburg, maar vooral in de afwikkeling daarvan, denk ik.

16.05 Bruno Stevenheydens (Vlaams Belang): Is er een concrete planning daarvoor, om elkaar daarover in de komende weken te ontmoeten?

16.06 Minister Pieter De Crem: Deze namiddag, in de gemengde commissies.

16.07 André Flahaut (PS): Monsieur le président, je vous remercie. Il me semble urgent que l'on entende les ministres ensemble. Nous ne saurons rien cet après-midi, car c'est trop tôt: quinze jours nous séparent encore du sommet. On nous autorisera à poser des questions cet après-midi mais aucune réponse ne sera apportée.

M. Biden et Mme Clinton sont venus et j'ai constaté une évolution dans les discours. Il faudra relire certaines

déclarations prononcées dans cette commission. Dommage que M. Van der Maelen soit absent, lui qui fut traité de taliban à un certain moment...

En tout cas, il est agréable d'entendre que l'on qualifie l'administration Bush de dirigiste. Je n'avais jamais osé dire cela. Aujourd'hui, le discours change, et plutôt dans le bon sens. On reparle de stratégie de sortie, qui se trouvait déjà dans un projet de résolution sur l'Afghanistan.

On arrivera à la conclusion que ce ne sont pas nécessairement des troupes qui doivent être envoyées en supplément, ni des OMLT. Il faudra plutôt renforcer l'OPRT de Kunduz et accomplir d'autres missions avec la Coopération au développement. C'est pourquoi il me semble important d'entendre tous les ministres pour savoir s'ils disent la même chose. Pour l'instant, c'est le ministre des Affaires étrangères qui se situe sur la bonne voie depuis le début.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

17 Vraag van mevrouw Hilde Vautmans aan de minister van Landsverdediging over "jobstudenten binnen Defensie" (nr. 11720)

17 Question de Mme Hilde Vautmans au ministre de la Défense sur "les étudiants jobistes au sein de la Défense" (n° 11720)

17.01 Hilde Vautmans (Open Vld): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, u weet dat ik een hevige pleitbezorgster ben van onze jobstudenten binnen onze krijgsmacht. Vorig jaar mochten een vierhonderdtal jongeren binnen onze krijgsmacht een vakantiewerk verrichten. Vroeger was dat gedurende een maand maar die periode werd ingekort tot twee weken omdat er heel veel aanvragen waren.

Waarom ben ik daar een voorstander van? Omdat ik meen dat het een manier is om de krijgsmacht dichterbij de jeugd te brengen. We doen heel veel moeite om het imago van onze krijgsmacht in onze samenleving ten goede te verbeteren. Ook andere overheidsdiensten nemen jobstudenten aan. De FOD Binnenlandse Zaken heeft een oproep gelanceerd voor kandidaten, en ook de FOD Financiën heeft jaarlijks jobstudenten. Ik pleit ervoor om ook dit jaar opnieuw jobstudenten binnen onze krijgsmacht toe te laten.

Bij navraag blijkt dat daarover nog geen beslissing is genomen. Er staat alleszins nog geen enkele vermelding op de website. Als men dat doet dan moet men dat goed organiseren en de taken goed omkaderen, zodat het dienstig is voor de krijgsmacht en voor de jongeren.

Zullen er dit jaar plaatsen worden opengesteld voor de jongeren om binnen onze krijgsmacht vakantiewerk te verrichten?

Kunt u hiervoor in de nodige middelen voorzien?

Om hoeveel plaatsen gaat het effectief?

Welke opdrachten zullen zij vervullen?

Wanneer zal de communicatie gebeuren naar de mogelijke kandidaten?

Hoe zal de omkadering gebeuren? We hebben het al besproken, mijnheer de minister, en volgens mij kunnen daar nogal wat verbeteringen worden aangebracht.

Is er de voorbije jaren een evaluatie gebeurd? Bij het vorige debat heeft u gezegd dat bijna niemand van die jobstudenten doorstroomde. U twijfelde toen aan het nut. Ondertussen zijn de defensiehuizen gewijzigd en zijn er heel wat maatregelen aangepast. Met deze vragen pleit ik ervoor om jobstudenten binnen onze krijgsmacht toe te laten, mits een goede opdracht en mits een goede omkadering.

Hopelijk wordt er ter zake snel beslist, zodanig dat wij heel snel kunnen starten met de voorbereiding en de communicatie.

17.02 Minister Pieter De Crem: Mijnheer de voorzitter, dit jaar heb ik in dezelfde budgettaire middelen voor

jobstudenten voorzien als in 2008. Dat betekent dat 360 jobstudenten gedurende twee weken bij Defensie kunnen worden tewerkgesteld.

De concrete taken van een jobstudent worden bepaald door de eenheid waar de jobstudent of jobstudente wordt tewerkgesteld, met het oog op de behoeften van de eenheid en de capaciteiten van de betrokkene. De eenheid waar de jobstudent wordt tewerkgesteld, is zelf verantwoordelijk voor het toewijzen van concrete taken en de bijkomende omkadering. Daarbij bestaat er geen systematische evaluatie van jobstudenten.

Ik moet wel zeggen dat ik werkelijk het nut niet inzie van jobstudenten bij Defensie, net zoals bij alle overheidsdiensten overigens. Ik zeg dat ook als lokale bestuurder. Dat is gewoon mijn mening. Ik zie het als lokale bestuurder, als burgemeester, echt niet in. Meestal wordt die job immers gereduceerd tot pakjes dragen, bij wijze van spreken.

17.03 Hilde Vautmans (Open Vld): Vandaar mijn vraag, mijnheer de minister. Ik ben heel blij dat het ook dit jaar zal kunnen doorgaan. Ik hoop dat dat heel snel wordt bekendgemaakt, via de geëigende kanalen, dat men zich kan inschrijven. De jobstudenten moeten immers heel snel weten of zij in aanmerking komen of niet, want anders kunnen zij beter een andere job zoeken voor de vakantie.

17.04 Minister Pieter De Crem: Het wordt echt geactiveerd. Het wordt niet tegengewerkt. Ik heb u gewoon mijn standpunt meegedeeld.

En voor het geld moet men het ook al niet doen.

17.05 Hilde Vautmans (Open Vld): Ik ken uw standpunt. Vandaar dat ik de vraag vandaag stel.

Misschien kunnen wij eens nagaan hoe wij het beter kunnen doen, mijnheer de minister. Ik pleit voor het behoud van het systeem – omwille van de band tussen leger en natie – maar ik pleit ook voor een aanpassing van het systeem. Men moet nagaan waar betrokkenen strategisch kunnen worden inzetten, bij welke eenheden en met welk doel, en nagaan welke output wij van hen verwachten.

Ik wil daar gerust een resolutie over opstellen. Ik wil u daar gerust bij helpen. Ik heb een heel duidelijke visie ter zake. Wij kunnen daar misschien werk van maken. Ik hoop in elk geval dat het nu snel wordt bekendgemaakt.

17.06 Minister Pieter De Crem: Ik zou vooral willen opteren voor een operationele aanpak. De jobstudenten zijn er en ze zullen er blijven.

L'incident est clos.
Het incident is gesloten.

18 Question de M. André Flahaut au ministre de la Défense sur "les informations militaires contenues dans la revue de l'ASBL 'Actions et Libertés'" (n° 11741)

18 Vraag van de heer André Flahaut aan de minister van Landsverdediging over "de militaire inlichtingen in het magazine van de vzw 'Actie en Vrijheid'" (nr. 11741)

18.01 André Flahaut (PS): Monsieur le président, monsieur le ministre, j'ai été étonné de lire dans le bulletin du mois de février d' "Actions et Libertés", le syndicat militaire qui se déclare indépendant et pluraliste, qu'au Tchad, la Belgique déploie 57 militaires, dont 22 des Forces spéciales, chargés de la recherche de renseignements et de la surveillance. Ils assistent aussi les task forces française et autrichienne.

Ce bulletin détaille l'armement de nos soldats. J'y vois un problème. Dans un souci de prudence, nous ne montrons pas les photos de nos pilotes de F-16 en Afghanistan. Ici, il s'agit de Forces spéciales et on détaille leur armement dans un magazine. Ces informations n'ont pas été communiquées à la commission de suivi des opérations militaires; je ne sais donc pas comment faire pour éviter ce genre de publicité qui risque de mettre en péril la sécurité de nos hommes sur le terrain. Je trouve que c'est assez dangereux et que cela constitue un incident.

18.02 Pieter De Crem, ministre: Monsieur le président, chers collègues, j'éprouve toujours une grande

réticence vis-à-vis de telles publications. Nous avons déjà eu un débat au sein de cette commission au mois de février.

Des communications ont été divulguées concernant le nombre de militaires présents sur place, le type de matériel employé. Je me suis dès lors renseigné auprès de l'état-major.

Comme vous le savez, ils m'ont indiqué que la diffusion de telles informations ne présente pas un risque particulier pour la sécurité des militaires déployés, étant donné que toutes ces informations se retrouvent par exemple sur internet, dans des revues spécialisées.

Est-ce approprié? Non.

En ce qui concerne l'image de gilet pare-balles, on m'a indiqué qu'elle se trouvait dans un dépliant de promotion d'une firme spécifique.

Je partage donc votre point de vue et suis très réticent.

18.03 André Flahaut (PS): Monsieur le ministre, j'estime également malvenu qu'une firme divulgue le type d'équipement de nos militaires au Tchad.

Le bulletin mentionne ce que la commission de suivi des opérations militaires devrait obtenir comme informations lorsqu'elle sera un jour éventuellement constituée. Je comprends votre réticence quand vous nous répondez que celle-ci ne l'étant pas, on ne peut l'incriminer. Mais il suffit de prendre le journal d'un syndicat même pas représentatif et on obtient toutes les informations!

18.04 Pieter De Crem, ministre: Dans la proportionnalité!

18.05 André Flahaut (PS): D'autant plus que le bulletin précise le nombre de militaires déployés, dont 22 Forces spéciales, le nombre d'exemplaires du peu apprécié F2000 et que des SCAR devraient encore être fournis. Je trouve cela dangereux. Si j'étais espion - et il y en a - je transmettrais ces informations à des terroristes! Il faudrait à tout le moins qu'un courrier de votre département invite cette organisation syndicale à être prudente quant aux renseignements qu'elle publie.

18.06 Pieter De Crem, ministre: Une fois de plus, que l'on insiste vraiment pour la constitution en bonne et due forme de la commission! Ce serait plus facile pour moi aussi! Je ne fais pas d'obstruction, bien au contraire!

18.07 André Flahaut (PS): Je n'ai pas dit que vous faisiez de l'obstruction!

18.08 Pieter De Crem, ministre: L'existence de cette commission constituée en bonne et due forme me rendrait la vie plus facile!

18.09 André Flahaut (PS): Et si nous signions un courrier, vous et moi à l'intention du premier ministre? Ce serait un événement, non? Car franchement, nous allons au devant de problèmes. Si un incident se produit demain, on pourra toujours prétexter...

18.10 Pieter De Crem, ministre: Les présidents de la Chambre et du Sénat jouent aussi un rôle très important! J'ai envoyé un courrier mentionnant que je n'avais aucune objection à cet égard. Au contraire, j'insistais. C'était presque de l'exhortation!

18.11 André Flahaut (PS): Allez-vous écrire un courrier pour signaler votre étonnement quant au contenu de cette publication?

18.12 Pieter De Crem, ministre: (...)

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

La réunion publique de commission est levée à 11.38 heures.
De openbare commissievergadering wordt gesloten om 11.38 uur.